

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.827

27 juin 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le jeudi 27 juin 1957, à 14 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la
Nouvelle-Guinée : rapport annuel sur l'administration du Terri-
toire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [4b] (suite)

UN. LIBRARY
28 JUN 1957
UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette
séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.827.
Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon
et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en
volume imprimé.

57-19080

(51 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA
NOUVELLE-GUINEE (T/1326; T/L.776) [Point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Jones, Représentant spécial pour le
Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie,
prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons entamer la
discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la
Nouvelle-Guinée.

M. TOUROT (France) : Pour apprécier en toute équité et impartialité
l'importance des progrès accomplis par la Nouvelle-Guinée au cours de l'année
écoulée, sans se laisser entraîner par des considérations étrangères aux questions
qui nous préoccupent, il faut constamment avoir présente à l'esprit la situation
particulière dans ce Territoire.

C'est uniquement en fonction de cette situation que la délégation française
apprécie l'évolution tant politique qu'économique ou sociale néo-guinéenne.

En effet, d'une part ce Territoire est peut-être fort éloigné de l'Europe,
de l'Afrique et de l'Amérique mais il est, par contre, proche de l'Australie et
ce voisinage a créé des intérêts communs et des liens étroits dont il faut tenir
le plus grand compte.

D'autre part, dans ce pays sous tutelle, tout est hostile à l'homme :
un pays au relief tourmenté et couvert de forêts difficilement pénétrables, une
chaîne montagneuse qui culmine à 5.000 mètres et qui rend difficile toute commu-
nication, un régime des pluies qui transforme en marécages des régions entières,
un climat pénible, des maladies endémiques, enfin des peuplades aussi belliqueuses
que primitives.

Toutes ces conditions rendent bien difficile l'action administrative et nul ne
peut s'étonner de la toute relative lenteur avec laquelle ce pays progresse,
pays où vraiment tout semble s'être ligé pour s'opposer à la pénétration de toute
civilisation et de tout progrès.

Pour faire face à cette situation, l'Autorité administrante avait le choix
entre deux attitudes : la manière forte permettant de dominer rapidement,
mais superficiellement, le pays et la manière douce, oeuvre peut-être de longue
haleine, mais seule capable d'assurer une pacification en profondeur et
définitive.

C'est à cette seconde solution que s'est arrêtée l'Autorité administrante et, à notre avis, cette politique est incontestablement sage et prudente. Exemple, persuasion, ni force ni contrainte, évolution progressive de l'ensemble de la population sont, nous le constatons, les idées-forces de l'action administrative, auxquelles nous souscrivons volontiers.

Cette politique utilise évidemment le facteur temps comme principal auxiliaire; aussi ne faut-il pas s'étonner outre mesure que la pacification de la dernière zone qui n'est pas encore placée sous contrôle administratif ne soit pas complètement achevée. Cette pacification, du reste, est indiscutablement fort difficile et ne se poursuit pas sans de nombreux risques. En janvier dernier, encore, une patrouille a dû repousser deux attaques et, une fois encore, la délégation française rend hommage au courage et au dévouement dont fait preuve le personnel tant européen que néo-guinéen de ces forces de police.

Sur les 93.000 milles carrés que représente la superficie du pays, il reste environ 6.000 milles carrés de zone insoumise. Or, nous souhaitons vivement que l'administration en termine avec cette pacification qui l'empêche de réserver la totalité de ses efforts au seul développement du Territoire. La délégation française a donc pris note avec satisfaction des précisions que le Représentant spécial a bien voulu donner sur le plan adopté en vue de permettre l'achèvement de cette oeuvre pacifique vers la fin de 1959 ou, au plus tard, en 1960.

L'organisation politique locale se poursuit maintenant, nous le voyons, dans de meilleures conditions grâce à la persévérance dont l'Administration fait preuve pour amener la population à constituer librement ses propres conseils de gouvernement autochtone partout où le degré d'évolution économique et sociale le permet. Après une période initiale très décevante (en 1956 par exemple, nous n'avons vu aucun conseil de gouvernement nouveau se créer), il semble que les efforts poursuivis commencent à porter leurs fruits. La délégation française note avec plaisir le fait que déjà 22.000 villageois sont représentés dans des conseils régionaux, que quatre nouveaux conseils sont en voie d'organisation et que plus de 176.000 livres ont été utilisés par les seuls cinq conseils de la Nouvelle-Bretagne pour des réalisations d'ordre économique et social telles que routes, hôpitaux, logements, dispensaires, écoles, etc.

Normalement, maintenant que l'exemple est donné, le nombre des conseils autochtones à tous les échelons doit s'accroître.

Quant aux conseils consultatifs, municipaux et de district, il était regrettable que les autochtones n'en fassent pas partie. Heureusement, un premier pas vient d'être franchi et le premier Néo-Guinéen vient d'être nommé membre du Conseil consultatif de Sepik. Nous ne saurions trop conseiller que cet exemple soit suivi. En effet, la délégation française attache une grande importance aux conseils autochtones et à la participation la plus large possible des Néo-Guinéens à tous les organismes politiques du Territoire. Pour notre délégation, ces divers conseils locaux permettent l'exercice des droits politiques que les autochtones, en y participant, apprennent à connaître et à pratiquer librement. Elle recommande donc, compte tenu du rythme actuel de l'évolution du pays et aussi de ses possibilités, que l'administration s'attache au maximum à provoquer la création de ces conseils locaux et à y amener la participation des autochtones de la façon la plus libérale.

C'est ainsi que peut s'étendre progressivement, dans l'ensemble du pays, une organisation politique et administrative réaliste et constructive, animée d'une façon croissante par les Néo-Guinéens eux-mêmes, sous la direction et le contrôle de l'Autorité administrante.

Or, ce but suppose pour l'atteindre une solide armature administrative et des cadres autochtones compétents et nombreux. Nous touchons là un problème difficile car les cadres néo-guinéens sont encore extrêmement réduits et il faut du temps pour que les élites locales se développent. En attendant, l'Autorité administrante a récemment créé un cadre auxiliaire. C'est une heureuse initiative et déjà 58 candidats ont été nommés, avons-nous appris, dans des emplois divers de bureaux, d'aide-médecins, d'instituteurs ou d'auxiliaires agricoles, je crois. La délégation française souhaite que l'expérience soit concluante et permette sous cette forme de porter remède à ces difficultés en personnel autochtone auxquelles se heurte l'administration locale.

En ce qui concerne les cadres administratifs européens, notre délégation a noté avec plaisir la bienfaisante incidence sur les possibilités d'action des commissaires de district de la réorganisation du département des affaires autochtones. Cette mesure, en effet, a provoqué, si nous avons bien compris, une décentralisation administrative au profit des chefs de circonscription, dont le rôle et l'autorité se trouvent désormais renforcés.

Avant de passer aux problèmes économiques du Territoire, nous dirons un mot sur la justice autochtone. Il nous apparaît que l'organisation judiciaire, telle qu'elle fonctionne présentement, semble donner toute satisfaction. Toutefois, nous sommes persuadés que les tribunaux autochtones coutumiers pourraient trouver leur place dans le système actuel et avoir une existence légale leur permettant de juger normalement certains différends d'ordre coutumier. Contrôlées et conseillées, ces juridictions rendraient certainement d'appréciables services. De plus, ce serait là l'occasion de s'attacher la collaboration des autochtones qui pourraient ainsi faire la preuve de leurs capacités et leur éducation. En Afrique, nous avons pris l'initiative de créer des tribunaux coutumiers. Ces juridictions ne fonctionnent qu'avec des Africains à qui il appartient de décider eux-mêmes des litiges coutumiers, en suivant un minimum de procédure, et de les résoudre équitablement. Cette initiative a donné d'excellents résultats et peut-être l'Autorité administrante pourrait-elle s'en inspirer.

La situation budgétaire a retenu l'attention de la délégation française. Nous constatons, au fur et à mesure que le Territoire se développe, que si les ressources budgétaires locales s'accroissent, elles n'en demeurent pas moins de loin inférieures aux dépenses budgétaires qui, elles aussi, augmentent. C'est ainsi que, pour équilibrer le budget, dans la proportion des deux tiers, la subvention du gouvernement central a dû être portée de 4.396.000 livres à 4.901.000 livres.

Or, le recours à la subvention ne doit être qu'un moyen provisoire d'assurer l'équilibre du budget et ne doit être utilisé que lorsqu'il n'existe aucun autre moyen. Nous pensons donc, surtout maintenant que s'amorce le démarrage économique du pays, qu'il devrait être fait appel aux contribuables, dans la mesure de leurs possibilités, pour grossir les ressources fiscales et ne pas être obligé de dépendre d'une assistance extérieure.

Les conseils administratifs locaux ont ouvert la voie à l'imposition directe en instituant une taxe locale, et bien que cette initiative n'ait pas provoqué de réactions bien favorables, nous pensons que l'Autorité administrante devrait se préoccuper d'envisager l'établissement d'une mesure similaire. Cette mesure, qui peut-être pourrait être appliquée avec discernement et prudence, aurait l'avantage d'habituer les Néo-Guinéens à participer aux charges publiques et de ne plus faire dépendre les ressources du budget uniquement des importations et exportations.

La situation économique du Territoire apparaît en grand progrès et la délégation française suit avec intérêt l'enquête que mène la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization en vue d'établir un inventaire aussi complet que possible des ressources locales. Cette enquête est indispensable pour organiser rationnellement la mise en valeur du pays, mais c'est une oeuvre de très longue haleine et nous espérons que le maximum de moyens seront mis à la disposition de cet organisme pour qu'il puisse achever ses travaux dans les délais les plus brefs. En attendant, les services économiques du Territoire déploient une grande activité, tant pour appuyer le mouvement coopératif actuellement en pleine ascendance, et qui fait honneur à l'Administration, que pour amener les autochtones à accroître leur participation aux cultures d'exportation tout en continuant à les conseiller sur l'extension des cultures vivrières. La délégation française constate avec plaisir que plus de 7.200 acres sont plantés en cacao par les Néo-Guinéens, qu'il en est de même pour 1.780 acres en café, 300 acres en arachide, 1.240 acres en riz, et que sur les 65.000 tonnes de coprah, 15.000 tonnes représentent l'apport des autochtones. Etant donné l'aide technique accrue et l'action de vulgarisation entreprise par l'Autorité administrante, l'ensemble de la production agricole, et notamment celle des autochtones, paraît devoir se développer rapidement dans les années à venir.

Le seul obstacle dans l'extension des cultures réside dans les difficultés de communications de certaines régions. A ce propos la délégation française, tenant compte des conditions locales, tient à féliciter l'Administration pour sa politique routière. En effet, avec l'aide des populations qui ont compris l'intérêt que représentent ces travaux, les services techniques ont ouvert un réseau de 6.000 kilomètres environ de routes carrossables.

Quant au problème foncier, il ne soulève à notre avis aucune difficulté particulière. Sur une superficie globale de quelque 59 millions d'acres, 518.000 sont aliénés au profit de personnes non autochtones et 645.000 acres sont entre les mains de l'Administration. Cette situation nous paraît normale et il ne nous semble pas qu'il y ait un excès d'accaparement quelconque des terres au détriment de la population. Celle-ci, du reste, est protégée par le fait qu'aucune aliénation ne peut se faire, si ce n'est au profit de l'Administration, à qui nous faisons entière confiance pour sauvegarder les intérêts des autochtones et leur réserver la superficie et le terrain nécessaires à leurs besoins futurs. La question de l'immatriculation des terres a attiré notre attention, car elle ne s'applique actuellement qu'aux non-autochtones. Or, nous croyons qu'il serait de bonne politique d'étendre aux Néo-Guinéens ce droit d'immatriculation foncière, ne serait-ce que pour leur permettre d'obtenir un titre de propriété définitif, ou encore pour les faire bénéficier du crédit agricole.

En ce qui concerne l'enseignement, la classification et le niveau des diverses écoles primaires nous apparaissent encore sous une forme assez confuse malgré les explications du Représentant spécial. Sans entrer dans le détail, la délégation française pense qu'avec l'évolution sociale qui se développe, il faut le dire, grâce aux efforts de l'Administration, il serait normal d'harmoniser progressivement le niveau de ces écoles et de leur enseignement, puis de développer les possibilités locales de l'enseignement secondaire sans avoir besoin de recourir à des bourses pour que les étudiants aillent poursuivre leurs études à l'extérieur.

Quant à la santé publique, la délégation française se rend compte des difficultés que l'Autorité administrante a rencontrées jusqu'à ce jour, tant pour poursuivre l'exécution de son programme de construction de bâtiments hospitaliers que pour surmonter le problème résultant de la pénurie de médecins. Pour 936 centres médicaux, l'Administration emploie 249 Européens et 3.077 autochtones et a dépensé 1.466.000 livres. Ces chiffres, en ce qui concerne principalement le personnel, doivent encore s'accroître pour répondre réellement aux besoins du Territoire, mais ils témoignent déjà de l'importance de l'effort accompli par l'Administration. Pour son recrutement de personnel médical, nous comprenons qu'elle doive faire appel à l'extérieur car il ne faut pas compter, avant un certain nombre d'années, sur un nombre suffisant de médecins néo-guinéens. La

délégation française note avec satisfaction l'action que mène actuellement l'Autorité administrante pour accélérer la formation de son personnel technique autochtone, mais encore faut-il que ce personnel ait le temps de recevoir la formation professionnelle appropriée.

Ainsi, avec des moyens techniques encore limités, l'action sanitaire officielle menée dans le pays donne d'excellents résultats, grâce, non seulement, aux nombreux postes médicaux de district qui dispensent largement leurs soins, mais grâce aussi aux équipes itinérantes qui visitent les villages selon un programme établi.

Nous venons de passer brièvement en revue les divers domaines dans lesquels s'exerce la bienfaisante activité de l'Autorité administrante.

Le bilan de cet examen est nettement rassurant pour l'avenir du Territoire et, en cela, nous fondons notre opinion sur la connaissance et l'expérience que nous avons des problèmes qui se posent dans tout pays sous-développé et non autonome.

En terminant, la délégation française remercie vivement le Représentant spécial de la collaboration précieuse qu'il a apportée au Conseil. Grâce à sa compétence et à sa patience, nous avons pu approfondir les divers aspects de l'évolution du Territoire.

La délégation française félicite également l'Autorité administrante pour l'action constructive qu'elle a menée au cours de l'année écoulée, et elle lui renouvelle sa confiance pour poursuivre la mise en valeur de la Nouvelle-Guinée, dans l'intérêt même des populations locales et dans le cadre des accords de tutelle et de la Charte des Nations Unies.

U KYAW MIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : En procédant à l'examen des conditions qui règnent dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée sous administration australienne, mon esprit se reporte à deux observations générales faites par la Mission qui a visité le Territoire en 1956; elles sont extrêmement frappantes.

La première de ces observations signale, avec beaucoup de force et une grande précision de langage, les difficultés effrayantes, à la fois naturelles et historiques, qui entravent l'évolution du Territoire vers l'autonomie politique, économique et sociale. La seconde observation se rapporte, avec une égale force et une égale clarté d'expression, à une série d'éléments favorables qui sont inhérents au Territoire et à sa population, et qui devraient accélérer le rythme des progrès vers la réalisation de cette indépendance. Ces deux observations de la Mission de visite de 1956, si on les rapproche l'une de l'autre, permettent à celui qui étudie la situation du Territoire d'avoir une vue complète et pénétrante des conditions actuelles et des promesses d'avenir. En permettant de se rendre compte des obstacles comme des avantages que l'Autorité administrante rencontrera dans l'exécution de sa tâche si ardue, ces deux observations fournissent une excuse valable à la lenteur des progrès, à la négligence sous certains aspects, - état de choses que notre impatience, pour aussi sincère et aussi bienveillante qu'elle soit, ne nous permettrait pas d'accepter.

Dans son rapport, la Mission de visite constate ce qui suit :

"Par les problèmes qu'elle pose, mais aussi par les possibilités qu'elle offre, la Nouvelle-Guinée occupe une place à part parmi les Territoires dépendants sous-développés. Certains autochtones, assez peu nombreux, qui vivent surtout sur la côte et dans les îles, sont en contact avec la civilisation occidentale depuis longtemps, parfois depuis des générations...

"Mais le gros de la population de la grande île, qui représente de 500.000 à 750.000 personnes, n'est entré en contact avec le monde extérieur que tout récemment, parfois depuis moins de dix ans. Même aujourd'hui, certains habitants n'ont encore eu aucun contact avec la civilisation occidentale. On comprendra facilement que l'intégration de ces habitants dans le monde moderne soulève de nombreux problèmes." (T/1260, par. 177 et 178)

"... L'existence d'un vaste territoire, dont une partie offre de grandes possibilités pour l'agriculture notamment et dont la géologie est à peine connue, permet une mise en valeur qui ne serait pas possible à l'échelle des nombreuses petites îles dispersées dans l'océan Pacifique. Mais l'élément le plus favorable, c'est la population elle-même; elle forme un groupe numériquement assez important et constitue une richesse tant par sa valeur économique que par sa bonne volonté." (Ibid., par. 179)

"... Les habitants des hautes terres et de l'intérieur sont impressionnés par la richesse et l'habileté technique des nouveaux venus, mais ils n'ont aucun sentiment d'infériorité. Ils sont certains de pouvoir obtenir les mêmes résultats grâce au travail, à l'enseignement et à l'aide de l'Administration; ils sont certains que cette aide va leur être fournie immédiatement et qu'en quelques années, pas même en l'espace d'une génération, ils pourront rattraper leur retard." "... ils sont pleins d'enthousiasme et de confiance à la pensée des merveilleuses perspectives de changement et de progrès que leur ouvrent ces nouveaux événements. Même s'ils ne doivent recevoir que peu de conseils et de faibles salaires, ils sont prêts à se mettre au travail immédiatement et avec ardeur pour construire des pistes d'atterrissage, des routes, des hôpitaux, des écoles, des bâtiments pour l'Administration, pour cultiver le caféier, le cacaoyer, le riz, pour apprendre l'anglais et pour envoyer leurs enfants à l'école et leurs malades à l'hôpital." (Ibid., par. 179)

La Mission conclut :

"Mais ces énormes ressources d'enthousiasme et de bonne volonté, qui pourraient faire, de la rapide transition de l'âge de pierre à l'époque moderne, un processus indolore et un événement sans précédent, risquent de s'épuiser si les progrès ne sont pas assez rapides." (Ibid., par. 180)

Je forme des vœux pour que la force et la signification de ces observations révélatrices de la Mission de visite soient notées de tous ici et prises à cœur par nous tous. Pour ce qui est de ma délégation, non seulement elle a noté et pris à cœur ces observations, mais c'est sur elles qu'elle a basé son étude du Territoire est le cadre dans lequel je vais maintenant m'efforcer d'exposer nos propres observations et suggestions.

Le fait qu'une population, dont la grande majorité avait continué jusqu'à tout récemment, à mener un mode de vie extrêmement primitif, vivant dans des régions dans des régions extrêmement accidentées et montagneuses entourées de marais impénétrables, vivant du produit d'une agriculture primitive et de la chasse et aussi, les jours de fête, de chair humaine, - le fait qu'une population qui est restée, siècle après siècle, isolée totalement de l'influence de la civilisation humaine qui s'est répandue sur toute la surface des grands continents du monde, - le fait qu'une grande partie d'une pareille population ait pu rejeter, même dans une faible mesure, ces usages féroces et ces traditions pour adopter un mode de vie plus pacifique et des activités stimulées par les voyageurs venus de l'ouest, par les colons et les administrateurs occidentaux et que cette population ait conservé une confiance aussi illimitée en elle-même et dans son avenir (comme la Mission l'indique) devrait nous remplir, nous tous ici qui représentons de fières nations dotées de fières traditions, d'un sens profond d'humilité et de reconnaissance, et devrait inciter l'Autorité administrante, en particulier, à éprouver la juste fierté de réalisations appréciables.

Cependant, les tendances saines et souhaitables que je viens d'esquisser ne se sont pas encore répandues dans le Territoire tout entier. Sur une superficie totale de 93.000 milles carrés, environ 17.900 sont encore classés comme étant sous l'influence partielle de l'Administration, ou simplement comme ayant été pénétrés par les patrouilles. Il est encourageant de savoir que l'Autorité administrante a fixé l'année 1959 comme le délai pour l'établissement du contrôle administratif complet et effectif sur la totalité du Territoire. L'examen des plans et méthodes de l'Autorité administrante, à la fois pour la pénétration initiale, pour l'extension de son contrôle, et ensuite pour la pacification et à la consolidation de son oeuvre, nous amène à penser que la tâche de l'Autorité administrante sera entièrement terminée à la fin de 1959, comme cela est actuellement prévu. Cependant, ce sera une tâche difficile et

même épuisante, et elle exigera le déploiement de toutes les ressources de génie et d'ingéniosité, à la fois de l'Autorité administrante, du Conseil de tutelle, des Nations Unies dans un sens plus large, aussi bien que des parties les plus avancées des populations néo-guinéennes elles-mêmes. Cette tâche va au-delà du but proclamé par la Charte, à savoir favoriser l'évolution des populations autochtones vers l'autonomie ou l'indépendance; elle implique le fait qu'il faudra convertir en entité moderne au point de vue démocratique, politique et social, des populations primitives qui en sont encore à l'âge de la pierre et qui vivent à l'état de tribus dispersées sur de vastes étendues. Bref, cette tâche signifie qu'une évolution historique qui prend normalement des siècles devra s'opérer en quelques générations.

Les documents soumis au Conseil fournissent d'amples renseignements sur les méthodes utilisées par l'Autorité administrante pour étendre son autorité aux régions les plus écartées, et cela grâce à divers moyens de pénétration pacifique. Sur la foi de ces renseignements, il semble que ces mesures soient raisonnables. Pourtant, nous manquons encore de renseignements suffisants en ce qui concerne les mesures adoptées pour pacifier les régions nouvelles, pour y établir la loi et l'ordre et pour y préparer les habitants à devenir des citoyens conscients, nous voudrions connaître les moyens employés depuis le moment où la première patrouille entre en contact avec les autochtones, jusqu'au moment où la nouvelle région est entièrement sous le contrôle administratif, et sur ce qui se passe ensuite.

Je me souviens que, répondant à l'une de mes questions, le Représentant spécial a déclaré qu'il s'agissait là d'une entreprise très importante, et qu'il serait heureux de discuter la question avec nous, n'était le fait que cette discussion prendrait au moins une demi-journée. J'apprécie cette déclaration. Mais je n'en reste pas moins désireux de savoir comment l'Autorité administrante opère pour convaincre ces membres de tribus féroces et guerrières d'abandonner des traditions telles que celle qui consiste à soumettre les membres des tribus voisines à une mort lente et horrible, à découper leurs corps et à les servir au cours de repas dans toute la pompe des rites. Je voudrais savoir comment l'Autorité administrante amène ces populations autochtones à abolir ces pratiques et à adopter des occupations qui sont peut-être d'un caractère moins pittoresque, mais qui sont plus paisibles et plus profitables. Serait-ce trop demander que de prier l'Autorité administrante de faire figurer des renseignements complets à cet égard dans son prochain rapport annuel qui, me semble-t-il, est en préparation ?

Tout ce que nous pouvons dire pour le moment est qu'il faut intensifier les efforts afin d'établir des contacts plus étroits non seulement entre ces populations et les agents de l'Administration, mais aussi entre ces populations et les autochtones des régions côtières qui connaissent depuis longtemps les populations de l'extérieur et qui sont beaucoup plus évolués à tous les égards. Une formation civique doit être donnée à ces populations avec persévérance. Il faut leur expliquer les lois, les procédures juridiques de l'Administration, dans les termes les plus simples. Il faut s'efforcer de leur montrer combien la médecine moderne vaut mieux que les méthodes des sorciers et des guérisseurs et combien les méthodes modernes sont préférables en général. L'Autorité administrante doit s'efforcer de démontrer à ces populations l'énorme supériorité des nouveaux modes de vie qu'elle s'efforce d'introduire à la place de ceux qu'ils connaissent depuis des temps immémoriaux.

Puisque j'en suis à cette question, je tiens à féliciter l'Autorité administrante de la sagesse dont elle a fait preuve en commuant les peines de mort en peines d'emprisonnement, qui doivent être subies dans des pénitenciers spéciaux à fins éducatives, pour ceux qui ont attaqué des patrouilles ou ont procédé à des tueries rituelles. Je dis que c'est là une sage mesure car une sentence de mort resterait dépourvue de sens si elle était infligée à des populations qui ne connaissent pas la façon dont on administre la justice en Occident et pour lesquelles la mort est sans doute une délivrance.

Je ne peux pas passer aux autres aspects de la vie du Territoire sans faire de brèves observations sur la question de l'augmentation du nombre des membres autochtones au Conseil législatif. C'est une question à laquelle nous attachons tous beaucoup d'importance. L'année dernière, le représentant de mon pays au Conseil, par un euphémisme magistral que nous devons à notre association politique passée avec les Britanniques, a dit qu'il n'était pas tout à fait satisfaisant qu'il y ait seulement deux Néo-Guinéens au Conseil législatif sur vingt-huit membres, à l'exclusion de l'Administrateur, et que, à la lumière de l'Article 76, paragraphe b) de la Charte, les Néo-Guinéens n'étaient pas suffisamment représentés. Je n'ai pas l'intention de répéter en termes semblables ce qui a constitué le fond de cette déclaration; je préfère plutôt en dégager l'esprit.

Le Représentant spécial, répondant à une question que j'ai posée pendant la période des questions, a confirmé, en fait, que l'Autorité administrante est nettement favorable à l'augmentation du nombre des membres autochtones du Conseil législatif, mais qu'elle n'est pas en mesure de le faire actuellement uniquement parce qu'il y a des difficultés pratiques à trouver des personnes qualifiées. Il a dit ensuite qu'il n'y avait pas de critère rigide permettant de déterminer si un candidat était qualifié pour siéger au Conseil législatif et il a ajouté que l'un des deux Néo-Guinéens qui en sont membres ne pouvait ni parler ni écrire l'anglais, la langue officielle et la langue de travail du Conseil, et que, bien qu'il connaisse sa propre langue - ce qui n'est pas surprenant - il ne sait pas l'écrire. Les titres qu'il possède, et que je ne cherche nullement à minimiser, semblent être qu'il a été dans l'armée pendant la guerre, qu'il a passé beaucoup de temps en Australie et qu'il a été décoré par feu le roi George VI. Dans ce cas, serait-il trop présomptueux de dire qu'il ne doit pas être difficile de trouver des personnes parmi les autochtones plus évolués qui, ainsi que je l'ai dit dans mon discours liminaire, ont une conscience politique éveillée et comprennent leur rôle dans le Territoire maintenant et pour l'avenir? D'habitude je ne réponds pas à mes propres questions; mais je n'ai pas le choix en ce moment et ma réponse est : non.

Je n'ai rien à dire contre la thèse du Représentant spécial selon laquelle l'infrastructure politique du Territoire doit être aussi large que possible. En fait, c'est exactement ce que nous pensons. Je n'hésite pas à dire maintenant que le bon travail accompli par l'Autorité administrante pour ce qui est des Conseils de gouvernement local et surtout du récent amendement à la section 10 de l'Ordonnance dite des Conseils de gouvernement local a notre approbation et l'approbation du Conseil dans son ensemble, croyons-nous. Cependant, nous pensons de façon très nette qu'en appliquant à la réalité les plans théoriques relatifs à l'avenir politique du Territoire, il faut également mettre l'accent sur la base qui sera celle de la structure et sur tous les éléments composant la structure au même titre; sinon il y aura disproportion entre la base et la structure elle-même. Je me permettrai donc de recommander à l'Autorité administrante de penser à nouveau à cette très importante question en vue d'augmenter la représentation autochtone au Conseil législatif dans un proche avenir. Je comprends parfaitement les dangers que comporte une analogie telle que celle que je viens de faire. Nous ne nous occupons pas rigoureusement de

construire une maison, mais de construire une nation. Je me suis servi de cette analogie parce que le Représentant spécial l'avait fait lui-même en répondant à l'une de nos questions.

Je dirai maintenant un mot seulement sur le nom à donner aux habitants du Territoire. On nous a dit que l'Autorité administrante, conformément à la recommandation faite par le Conseil à sa dix-huitième session, avait songé à adopter le terme "Néo-Guinéens" comme nom officiel des habitants du Territoire, mais qu'elle estimait qu'il n'était pas souhaitable de décider d'un nom tant que la population elle-même n'était pas en mesure de dire ce qu'elle en pensait. Nous comprenons cette raison et sa sincérité. Cependant, nous pensons que l'adoption d'un nom officiel serait un élément d'unification qui permettrait de rapprocher la population du Territoire qui, d'après le rapport annuel, comporte des types physiques très divers, des groupes linguistiques nombreux avec des différences marquées même entre les groupes locaux. Nous recommandons donc à l'Autorité administrante de réexaminer la question. Assurément, le nom de "Néo-Guinéens" serait plus digne et moins inacceptable que celui de natives quel que soit le contexte dans lequel on l'emploie. Si, après avoir atteint sa maturité politique, la population désire garder ce nom, tant mieux; sinon, elle pourra aisément en changer.

Je ferai une seule observation quant aux questions économiques. Il s'agit de l'encouragement à donner aux activités commerciales des autochtones. A cet égard, nous notons que les habitants autochtones jouent un rôle toujours plus grand grâce au mouvement des coopératives. Nous en félicitons l'Autorité administrante dont les efforts judicieux ont permis la situation que nous constatons.

Nous savons toutefois que l'essentiel du commerce, dans le Territoire - et j'entends le commerce d'exportation et d'importation, la vente en gros et au détail - reste entre les mains des Européens et, dans une moindre mesure, des Asiatiques. Il nous semble que cette situation doit être corrigée. La raison en est peut-être que les commerçants autochtones ont du mal à trouver les capitaux nécessaires pour constituer de grandes sociétés commerciales qui pourraient supporter la concurrence avec les grandes entreprises étrangères de façon plus ou moins égale. Il se peut aussi que les commerçants autochtones ne connaissent

pas suffisamment les méthodes commerciales modernes et la comptabilité ou qu'ils n'aient pas de contacts avec les exportateurs et avec les importateurs d'outre-mer. Quoi qu'il en soit, ils sont nettement désavantagés, en tout cas dans ce domaine, par rapport aux entreprises étrangères qui peuvent faire de larges investissements, qui ont un personnel expérimenté et qui ont de bons contacts à l'étranger. Nécessairement, il faudrait aux autochtones une assistance exceptionnelle, un encouragement et un appui de la part de ceux qui peuvent les leur donner si on veut les mettre en mesure de supporter la concurrence avec les entreprises étrangères qui, presque toutes, sinon toutes, ont leur siège à l'étranger. C'est pourquoi j'ai dit hier que l'Autorité administrante devait songer à utiliser entre autres le système des licences d'exportation et d'importation de façon à donner un traitement préférentiel aux commerçants autochtones afin qu'ils puissent tout au moins être libérés d'un handicap immédiat.

Je n'ai pas recommandé hier que ce traitement préférentiel soit maintenu indéfiniment. Après tout, l'objectif des restrictions à l'importation et à l'exportation n'est pas, dans ses grandes lignes, de limiter l'importation ou l'exportation, en qualité ou en quantité, de certains produits, de même que l'objectif de l'impôt n'est pas uniquement de grossir le revenu.

J'en arrive à la conclusion de mes remarques. Je n'ai pas l'intention de parler des différents aspects du progrès social ou de l'enseignement, car je crois que les autres membres du Conseil auront suffisamment à dire sur ces questions.

Cependant, avant de terminer, je manquerais à mon devoir si je ne disais pas combien ma délégation est reconnaissante au Représentant spécial pour le concours très précieux qu'il a bien voulu nous donner pendant l'examen de cette question. Je sais que les membres du Conseil seront d'accord avec moi pour reconnaître que nous avons profité au maximum de sa connaissance très étendue et de sa patience inépuisable. Je voudrais également remercier les représentants des institutions spécialisées de leurs déclarations qui nous ont été fort utiles.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire tout d'abord que, de l'avis de ma délégation, le rapport de l'Autorité administrante pour la Nouvelle-Guinée, pour l'année 1955-1956, a donné au Conseil un tableau très complet des mesures prises par l'Autorité administrante en vue de favoriser les objectifs du régime de tutelle, des plans et des idées de l'Autorité administrante pour l'avenir. Je suis certain que tous les membres du Conseil ont jugé ce document fort intéressant et instructif; il a été très précieux au Conseil au cours de son examen sur la situation en Nouvelle-Guinée.

La déclaration liminaire du Représentant spécial nous a grandement aidés et je voudrais saisir cette occasion pour exprimer la profonde reconnaissance de ma délégation pour l'aide considérable que nous a donnée le Représentant spécial dans notre étude des progrès accomplis par la Nouvelle-Guinée cette année.

Dans le domaine politique, ma délégation est convaincue que l'Autorité administrante a raison de se concentrer, comme elle l'a fait, sur le développement de l'administration locale. Les plans et les décisions pris par l'Autorité administrante en la matière ont, dans certains cas et en certaines occasions, rencontré quelque répugnance de la part de certains habitants dans certaines régions. Mais après avoir lu le rapport annuel et avoir entendu la déclaration du

Représentant spécial et ses réponses aux questions qui lui ont été posées, nous pouvons féliciter l'Autorité administrante des progrès considérables qui ont été accomplis au cours de l'année.

Le Représentant spécial nous a parlé de l'établissement très récent de quatre nouveaux conseils administratifs locaux. La création de ces conseils a été préparée grâce à un travail considérable, accompli dans ce domaine par les fonctionnaires chargés de l'administration et d'autres. Il en résulte qu'un nombre considérable de personnes et de villages bénéficient à présent de ces conseils administratifs locaux, encore que, comme l'a dit le Représentant spécial, ceci ne constitue que le point de départ de ce processus. Je suis certain que, maintenant que ce processus a commencé, on constatera des progrès considérables dans l'établissement de ces conseils, qui sont le signe concret du progrès politique au stade actuel de développement de la Nouvelle-Guinée.

Compte tenu de l'attention accordée par le Conseil dans le passé et au cours de la session actuelle à cet aspect du développement politique, je suis certain que le Conseil voudra se féliciter des succès de l'Autorité administrante dans ce domaine.

Ma délégation s'intéresse particulièrement à l'utilisation que l'on fait maintenant du Centre de formation de l'administration locale en vue de former des conseillers, et de leur enseigner les méthodes, les buts et les principes d'administration locale. Je suis certain que cette mesure est utile et j'espère que la réaction de la part des conseillers et des conseils sera bonne et efficace. Une autre question qui nous intéresse particulièrement dans le fonctionnement de ces conseils administratifs locaux est l'augmentation bienvenue des dépenses consacrées au domaine économique et social par ces conseils. Rien ne saurait contribuer davantage à la vie réelle des organes administratifs locaux que l'exercice de responsabilités financières pour des services locaux, et nous sommes heureux qu'un progrès net soit constaté dans ce domaine.

Nous espérons que les conseils administratifs locaux seront encouragés à entreprendre toujours plus d'activités de cette nature dans l'intérêt des régions qui relèvent de ces conseils.

Ma délégation s'est intéressée vivement aussi au passage que l'on trouve à la page 22 du rapport annuel qui indique les idées de l'Autorité administrante en ce qui concerne le développement futur de l'administration locale. Ces idées prévoient un élargissement progressif du domaine de responsabilité des conseils, grâce à

Sir Andrew Cohen (Royaume-Uni)

l'établissement d'"area councils" au fur et à mesure que cela deviendra possible, et de "regional councils" aussi, éventuellement. Ceci permettra, nous l'espérons, de développer peu à peu les connaissances territoriales qui seront nécessaires au cours du développement de la Nouvelle-Guinée.

Pour ce qui est de la représentation autochtone au niveau territorial, ma délégation a écouté avec intérêt les réponses données à ce propos par le Représentant spécial. Ma conclusion est que le Conseil de tutelle peut être certain que l'Autorité administrante se préoccupera d'augmenter la proportion d'autochtones siégeant au Conseil législatif, au fur et à mesure que cela sera possible, compte tenu de la situation dans le Territoire.

J'ai également relevé la remarque très intéressante qui apparaît dans le rapport de l'Autorité administrante, toujours à la page 22, selon laquelle, après la création d'un plus grand nombre de conseils administratifs locaux, ces derniers auront peut-être la possibilité de désigner des personnes qui pourraient être considérées comme candidates au Conseil législatif.

J'ai également noté avec satisfaction une nouvelle mesure qui vient d'être prise, selon laquelle l'on désigne des autochtones aux conseils consultatifs de district et aux conseils consultatifs municipaux, ce qui permettra à ces personnes d'acquérir davantage d'expérience et de participer aux délibérations de ces organes. Je suis certain qu'un progrès constant continuera de se manifester dans ce domaine.

En ce qui concerne le système administratif, ma délégation a été frappée par les augmentations considérables prévues dans les finances du Territoire. Ceci, évidemment, représentera une augmentation des besoins budgétaires du Territoire, et il me semble essentiel que toutes mesures possible soient prises pour assurer que les plans et décisions de l'Autorité administrante puissent être menés à bien par un personnel suffisant. C'est là un problème qui existe dans tous les Territoires. Ma délégation est heureuse de voir les augmentations qui ont été permises dans le système administratif et espère qu'il sera possible de pourvoir aux divers postes vacants dans un délai raisonnable.

Avant de passer aux domaines économique et social, je voudrais brièvement parler des renseignements encourageants que nous a donnés le Représentant spécial au sujet des plans de l'Administration destinés à assurer l'influence de l'Autorité administrante sur tout le Territoire. Le Conseil, j'en suis certain, aura accueilli très favorablement la déclaration du Représentant spécial selon laquelle on prévoit que l'influence totale de l'Autorité administrante sera établie sur l'ensemble du Territoire avant la fin de 1959, c'est-à-dire dans deux ans. Ce sera là un jalon dans l'histoire de la Nouvelle-Guinée et une étape importante dans le progrès du Territoire. Les régions qui ne sont pas encore pleinement sous l'influence de l'Administration ont posé des problèmes considérables à l'Autorité administrante, ainsi que le montrent les rapports antérieurs. On ne saurait citer de meilleurs exemples de ces difficultés que les deux guerres tribales qui se sont déroulées dans le Territoire pendant l'année que nous examinons.

J'en viens aux progrès accomplis dans d'autres domaines. Je ferai, tout d'abord, une observation d'ordre général sur le progrès économique. Ma délégation estime que des progrès satisfaisants ont été réalisés dans la diversification de l'agriculture du Territoire, en particulier en ce qui concerne les principaux produits. Nous avons pris connaissance avec un vif intérêt de ce que l'on a appelé des plans pratiques pour la mise en valeur de plusieurs des principales cultures du Territoire. Bien que la production, en ce qui concerne les principales cultures - coprah, cacao, café - ne soit pas encore, pour la plus grande part, aux mains des planteurs autochtones, il y a eu une augmentation - que nous saluons - de la production des fermiers autochtones et nous espérons et croyons que cette tendance continuera de se manifester dans les années à venir, dans le cadre des plans dûment décrits par l'Autorité administrante dans le rapport annuel. Ces plans ont été établis pour aider les planteurs autochtones à augmenter leur production et l'efficacité de leurs méthodes agricoles, grâce à l'application d'une technique moderne et des connaissances scientifiques.

Une autre branche de la production, qui est peut-être tout aussi importante pour le Territoire, est la pisciculture. Ma délégation, qui s'intéresse toujours beaucoup aux poissons, a été heureuse d'entendre parler du plan pratique qui a été adopté pour le développement des pêcheries, plus particulièrement en ce qui

concerne l'aide à donner aux pêcheurs autochtones.

Pendant la période des questions, j'ai fait allusion au progrès dont fait mention le rapport annuel dans le domaine du mouvement coopératif. Ce progrès a été, au cours des dernières années, particulièrement frappant et je suis certain qu'il est non seulement important en lui-même, mais aussi pour l'avenir. Le moment viendra, en effet, où ce mouvement se développera plus rapidement encore et aura, sans aucun doute, une influence considérable sur toute l'économie du Territoire. J'ai pris note avec un intérêt particulier de la compréhension avec laquelle l'Administration de la Nouvelle-Guinée avait abordé les problèmes du mouvement coopératif. Les sociétés de progrès rural, qui sont, en quelque sorte, des coopératives embryonnaires dans des régions qui ne sont pas encore tout à fait prêtes à accepter des sociétés coopératives au sens habituel du terme, pourraient fort bien, je crois, être imitées avec profit dans d'autres Territoires. Puis-je exprimer l'espoir que l'on continuera de prêter attention, non seulement à favoriser le développement économique des autochtones grâce au mouvement coopératif, mais également que l'on veillera à établir, si c'est possible, des conditions destinées à aider les autochtones de la Nouvelle-Guinée à se développer dans le domaine du commerce privé. Cette question, que vient d'évoquer le représentant de la Birmanie, présente peut-être des difficultés, mais il doit être possible d'aider les détaillants, d'abord, puis la population à participer au commerce, même de gros, grâce à des directives, à l'octroi de crédits, à l'amélioration des transports, etc. Toutes ces mesures constituent une part importante de l'évolution d'un Territoire peu développé.

Avant d'abandonner le domaine économique, ma délégation voudrait dire qu'elle a pris note avec satisfaction de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle des sommes importantes continueront d'être consacrées à la construction et à l'entretien des routes, et que la population de la Nouvelle-Guinée collabore à l'application de ces plans avec un grand enthousiasme. Il est évident que, dans un pays comme la Nouvelle-Guinée, dont le terrain est accidenté et dont beaucoup de régions sont encore inaccessibles, la construction de nouvelles routes et l'ouverture de régions nouvelles peuvent contribuer considérablement au progrès économique et, en fait, au progrès général.

Je voudrais brièvement mentionner le développement de l'enseignement dans le Territoire. Tout naturellement, l'Autorité administrante, au cours des dernières années, s'est consacrée particulièrement à l'amélioration et au développement de l'enseignement primaire. C'est là, j'en suis certain, une politique très sage. Un succès considérable a été possible dans ce domaine au cours de l'année que nous examinons. Le nombre des écoles primaires a passé de 63 à 99, soit une augmentation d'environ 50 pour 100, ce qui constitue un progrès considérable. Le nombre des élèves fréquentant ces écoles a passé à 5.400. Le nombre des instituteurs autochtones dans les écoles gérées par l'Administration a passé de 162 à 227.

Le rapport annuel fait mention du progrès et des efforts que l'on fait pour accentuer encore le développement de l'enseignement des filles, de l'enseignement technique et de l'enseignement secondaire. Toutes ces mesures sont importantes et elles acquerront plus d'importance encore à l'avenir. Ma délégation suivra le progrès accompli dans ces domaines avec le plus vif intérêt.

S'il m'est permis de faire une dernière observation au sujet de l'administration de la Nouvelle-Guinée, j'indiquerai - et je pense que l'on sera d'accord avec moi - que ce qui importe le plus pour le Territoire, c'est une participation toujours accrue de la population autochtone à toute l'administration du Territoire. C'est là, d'ailleurs, l'opinion de l'Autorité administrante. J'en veux pour preuve la déclaration que l'on trouve à la page 21 du rapport annuel, au début du chapitre relatif à la structure politique générale dans le domaine du progrès politique.:

"L'objectif général de l'Autorité administrante est de favoriser et d'encourager parmi la population autochtone une compréhension et une compétence dans le fonctionnement d'institutions démocratiquement élues et représentatives et du dispositif administratif de gouvernement, jusqu'à ce qu'une étape soit atteinte où la population sera en mesure de gérer ses propres affaires et de décider de son avenir politique en tant que peuple."

Je citerai également ce passage que l'on trouve à la page 23 du rapport annuel:

"En dehors de la question de la formation politique et de l'établissement d'institutions représentatives, l'Autorité administrante comprend l'importance qu'il y a à attirer toujours davantage la population autochtone vers les tâches pratiques de l'administration."

Nous saluons cette attitude et nous l'appuyons, mais en même temps nous ne devons pas, nous qui étudions la situation de ce Territoire, demeurer aveugles devant les problèmes pratiques qui rendent difficile le progrès en Nouvelle-Guinée: difficultés de terrain, difficultés d'accès, difficultés représentées par la diversité de caractères de la population, par l'absence d'intérêts communs, pour l'instant du moins, au sein de cette population, par la diversité considérable des tribus et des langues. Tout cela, qui est inévitable, constitue un problème énorme pour l'Administration, plus énorme et plus effrayant peut-être que les problèmes auxquels se heurtent d'autres autorités administrantes dans d'autres Territoires.

On peut faire face à ces difficultés grâce à une manière saine et patiente d'aborder ces problèmes. Nous ne pouvons ni ne devons attendre de résultats rapides ou faciles sur ce plan. Le processus est lent et ne peut qu'être lent mais je crois pouvoir dire que ce qui nous intéresse ici, au Conseil, c'est de constater un progrès perpétuel vers l'objectif que l'on se propose d'atteindre et le rapport que nous avons sous les yeux, comme les déclarations du Représentant spécial et ses réponses aux questions qui lui ont été posées, prouvent que ce progrès constant est de plus en plus grand. Ma délégation désire s'associer à d'autres délégations qui l'ont déjà fait avant elle pour féliciter l'Autorité administrante de la façon énergique et déterminée avec laquelle elle aborde ces problèmes matériels et humains auxquels elle se heurte en Nouvelle-Guinée.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Lorsque le représentant de l'Australie a présenté au Conseil le rapport annuel sur la Nouvelle-Guinée, il a dit que "en soumettant ce rapport, il attendait du Conseil, par-dessus tout, des observations objectives et constructives". (T/PV.822, p.51). Je vais m'efforcer de mon mieux d'être objectif. Quant à savoir si mes commentaires seront constructifs ou non, le Conseil en jugera.

Il y a un peu moins d'un an que le Conseil a examiné pour la dernière fois la situation en Nouvelle-Guinée. Aujourd'hui, nous retrouvons le Territoire avec le même terrain accidenté, les mêmes barrières ethniques et linguistiques que nous ne pouvons méconnaître lorsque nous essayons de mesurer les progrès récemment accomplis.

Cependant, les changements sans cesse plus nombreux que les efforts inlassables de l'Autorité administrante, l'Australie, ont apportés au Territoire, semblent avoir entièrement justifié l'attente de la population. L'année que nous examinons a vu les résultats encourageants de la politique suivie par l'Administration, qui est celle de la pénétration pacifique dans des régions quasi inaccessibles; avec la réduction des régions réservées (600 milles carrés) et l'augmentation des régions placées sous l'autorité partielle de l'Administration (1000 milles carrés) et sous son autorité complète (100 milles carrés), il n'y a maintenant plus de régions dans le Territoire qui soient inconnues de l'Administration. Etant donné l'hostilité et la suspicion des populations autochtones dans des régions d'accès difficile, il est remarquable que l'Administration ait fait tant de progrès dans ses opérations de patrouille.

Il est très réconfortant également d'entendre le Représentant spécial nous apprendre que l'ensemble du Territoire sera placé sous l'entière autorité de l'Administration à la fin de 1959. Nous attendons avec intérêt l'achèvement d'un processus qui, à l'origine, devait se terminer en 1954.

Dans le développement des conseils de gouvernement local, nous sommes heureux de noter que, depuis la fin de l'année que nous examinons, quatre nouveaux conseils de gouvernement local ont été proclamés dans les districts de Madang, de Sepik, de Nouvelle-Irlande et de Morobe, et nous espérons que, sous peu, de nouveaux conseils seront créés, en particulier dans le district de Bougainville.

Nous sommes d'accord avec le Représentant spécial pour penser que l'établissement de ces nouveaux conseils et le bon fonctionnement des six anciens conseils montrent que l'action de l'Autorité administrante dans le domaine politique commence à porter ses fruits.

Nous escomptons également des progrès plus rapides dans le processus de constitution des conseils de gouvernement local, car l'accélération de ce processus encouragera à son tour le fonctionnement des conseils de régions.

Ce n'est que grâce à l'établissement de ces conseils de régions que l'on arrivera à faire la synthèse des intérêts des collectivités sur une base beaucoup plus étendue. Ainsi, la population de la Nouvelle-Guinée aura une conception beaucoup plus large et plus nette de ses liens avec le Territoire dans son ensemble.

Je crois qu'il est très vrai de dire que tout effort fait pour accélérer le rythme d'imposition d'un gouvernement local à la population avant que celle-ci soit prête à l'accepter ou à assumer les responsabilités que cela suppose, est nuisible au développement politique général.

M. Kiang (Chine)

Mais, pour la population de Nouvelle-Guinée dont la notion d'une communauté d'intérêts est assez faible, il est plus urgent que l'Administration s'efforce de développer le gouvernement local. Vouloir aller trop vite ne serait pas sage, mais il ne faut pas non plus sous-estimer les possibilités d'enthousiasme de la population ni manquer d'éveiller son intérêt.

Nous comprenons parfaitement les difficultés qu'a connues l'Autorité administrante dans l'établissement de conseils de gouvernement local. En fait, c'est en raison de ces difficultés que toutes les possibilités de formation politique doivent être données aux Néo-guinéens. La désignation récente d'un autochtone comme membre du Conseil consultatif du district de Sepik est donc une mesure louable prise par l'Autorité administrante. L'Administration a très justement estimé que c'était là une possibilité de formation donnée à la population autochtone, capable de faciliter l'accroissement progressif de la participation de cette population à la vie politique du Territoire. Ainsi que ma délégation l'a déjà indiqué, le Conseil consultatif peut être considéré comme le terrain d'entraînement le plus approprié à l'état actuel du développement politique. Nous espérons donc que d'autres autochtones qualifiés seront désignés à titre de membres observateurs dans les conseils consultatifs des villes ou des districts.

Il serait également peu réaliste de supposer que la structure tribale actuelle puisse être sensiblement modifiée d'un seul coup. Mais je voudrais dire ceci : même les gouvernements coloniaux actuels ne se reconnaissent pas eux-mêmes comme de simples administrations fondées sur des structures traditionnelles, mais plutôt comme les instruments du progrès social, économique et politique. L'Autorité administrante, en fait, a accepté depuis longtemps les responsabilités positives qui l'obligent à encourager certains changements afin de transformer les sociétés tribales en sociétés d'une forme plus moderne.

Dans le domaine de la fonction publique, les renseignements les plus réconfortants sont ceux qui se rapportent à la création de la branche auxiliaire de la fonction publique, où nous voyons que 58 demandes sur 161, provenant d'autochtones, ont été acceptées.

Comme l'indique le Représentant spécial, la désignation des premiers candidats autochtones portera sur ceux déjà employés dans l'administration à titre de commis, d'auxiliaires médicaux, d'instituteurs, d'auxiliaires agricoles et, à un grade plus élevé, d'auxiliaires techniques.

Inutile de dire que les intéressés profiteront ainsi de conditions meilleures et en particulier d'une plus grande sécurité dans l'emploi. Nous aimerions que les membres des forces armées soient eux aussi assimilés à la fonction publique et que des possibilités d'avancement leur soient ainsi données.

Quant au judiciaire, ma délégation continue de penser, comme la dernière Mission de visite, que là où la population est prête à voir établir des tribunaux indigènes et là où il existe des chances que ces tribunaux fonctionnent avec efficacité, il n'y a aucune raison de ne pas les installer. Nous croyons comprendre que l'Autorité administrante continue d'étudier les moyens d'assurer une plus grande participation des autochtones à la justice. Il faut que les Néo-Guinéens acquièrent l'habitude de prendre en main les affaires judiciaires, et la création des tribunaux autochtones en certaines régions doit donc faire l'objet d'un nouvel examen, compte tenu des besoins et de la demande.

Je voudrais examiner maintenant brièvement le domaine économique. L'année étudiée a connu un développement des ressources ainsi que des dépenses du gouvernement, un accroissement du mouvement coopératif, une augmentation de la production du bois, et elle a vu naître aussi une industrie de la pêche. Il est intéressant de noter l'importance qu'a prise le mouvement coopératif qui est parvenu déjà à un niveau tel que des groupes et des sociétés ont pu se créer, ce qui a permis à leurs membres de rassembler leur pouvoir d'achat et de faciliter la vente des produits agricoles. A l'heure actuelle, cinq associations de cette nature ont été créées, qui groupent 76 sociétés adhérentes. Pour maintenir et développer cette activité coopérative, l'Autorité administrante a donné une généreuse assistance et s'est chargée d'une surveillance efficace. De leur côté, les sociétés coopératives et les sociétés pour le progrès rural jouent un rôle de plus en plus actif dans la vie économique du Territoire. Il faut féliciter l'Autorité administrante des efforts incessants qu'elle a faits pour encourager le mouvement coopératif. Ce phénomène doit être de nature à satisfaire pleinement le Conseil de tutelle.

Comme le problème foncier intéresse au premier chef la population autochtone, l'Autorité administrante a bien fait de concentrer ses efforts sur l'achèvement de l'immatriculation des terres, d'abord dans les régions de développement agricole et dans les secteurs où la population est particulièrement dense, comme dans les hautes terres. Nous sommes certains que ce programme d'immatriculation pourra

ensuite se développer sur une plus large échelle. A ce propos, il est intéressant de noter que dans de nombreuses régions du Territoire, la tendance se manifeste à modifier le système traditionnel de la succession foncière. Dans certains cas, les conseils de gouvernement local discutent ce problème de modification du système ancien. Cette tendance revêt une signification particulière à la lumière des besoins toujours accrus d'une population autochtone en augmentation. Le système ancien de succession foncière risquerait de ne pas permettre, en effet, de faire face à ces besoins accrus.

Dans le domaine social, nous regrettons que l'Autorité administrante n'ait pas encore cru possible d'abolir les restrictions imposées à la population autochtone dans certaines villes où le couvre-feu existe toujours, et ce malgré les recommandations du Conseil de tutelle. Il est, cependant, rassurant d'apprendre que les heures du couvre-feu ont été modifiées. Nous espérons que c'est là l'indice que, dans un avenir rapproché, le couvre-feu pourra être complètement supprimé.

Ma délégation rappelle que la Mission de visite de 1956 a constaté le mécontentement des ouvriers au sujet du salaire minimum qui leur était payé et qui n'atteignait que 25 shillings par mois. La Mission a exprimé l'avis que ce salaire était extrêmement bas et qu'il faudrait l'augmenter dans une mesure assez considérable. A cet égard, nous sommes rassurés d'entendre l'Autorité administrante nous déclarer que la nouvelle ordonnance sur le travail, qui sera prochainement terminée, a tenu compte de l'avis exprimé par la Mission de visite. Nous espérons qu'il en résultera une augmentation substantielle du salaire minimum de telle sorte que les désirs de la population autochtone soient comblés et qu'un niveau de vie plus élevé puisse lui être assuré.

En ce qui concerne la santé publique ma délégation désire exprimer sa satisfaction de constater les progrès qui ont été faits dans l'organisation et l'amélioration des services de médecine curative et préventive, ainsi que l'augmentation des subventions accordées pour les services de santé publique dans le Territoire. Les campagnes de lutte contre la malaria, contre la tuberculose et contre le pian se sont poursuivies, avec des succès variables. Nous félicitons l'Autorité administrante des efforts qu'elle a faits pour augmenter le personnel médical dans le Territoire. Afin, cependant, de faire face à la pénurie actuelle de ce personnel, nous voudrions suggérer que l'Administration demande, lorsque c'est possible, l'assistance de l'OMS

dans une plus large mesure qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

En ce qui concerne le progrès de l'enseignement, nous sommes heureux de noter que pendant l'année qui nous intéresse, les écoles primaires autochtones ont passé de 63 à 99. Les sommes allouées par l'Administration aux services de l'enseignement ont également augmenté. Nous avons été heureux d'entendre le Représentant spécial répondre à l'une des questions que nous lui posions que l'Autorité administrante reconnaît l'insuffisance du nombre actuel d'inspecteurs de l'enseignement et qu'elle envisage de prendre des mesures pour accroître le nombre des inspecteurs relevant du Département de l'instruction.

Avant d'achever cette déclaration, je voudrais profiter de l'occasion pour dire quelques mots d'une question qui me semble présenter un intérêt certain pour le Conseil. Je voudrais attirer l'attention de mes collègues sur un article paru dans le "Daily Telegraph" australien, le 19 juin dernier. Cet article concernait la décision prise par le Gouvernement australien pour permettre à certains asiatiques de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée d'obtenir la naturalisation australienne. Cette décision a été annoncée à Port Moresby par M. Hasluck, Ministre dans le Gouvernement australien. M. Hasluck a déclaré que son gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour permettre aux Asiatiques de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée d'acquérir des droits de citoyenneté semblables à ceux que possèdent les Asiatiques vivant en Australie. Le Gouvernement australien a en outre décidé de permettre aux Asiatiques admis en Papouasie et en Nouvelle-Guinée en vertu d'exemptions de demeurer indéfiniment dans ces Territoires. Ma délégation attache beaucoup d'importance à cette nouvelle qui est liée étroitement avec les problèmes soulevés dans deux pétitions en provenance de la Nouvelle-Guinée et que le Conseil sera prochainement appelé à examiner, avec les recommandations du Comité des pétitions. Il est certain que l'Autorité administrante nous parlera de cette question le moment venu. Les Asiatiques ayant apporté leur contribution au développement du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et ayant fait la preuve - selon les termes mêmes de l'article du "Daily telegraph" australien - qu'ils sont et ont été depuis de nombreuses années de bons citoyens, nous sommes certains que l'Autorité administrante donnera pleine satisfaction, en prenant les mesures qu'elle a annoncées et dont je viens de parler, à toutes les personnes intéressées par ces mesures.

Pour finir, je voudrais exprimer ma reconnaissance au Représentant spécial pour les nombreux renseignements qu'il a bien voulu donner au Conseil en réponse aux questions que nous lui avons posées. Je tiens également à remercier les représentants de l'OMS et de l'UNESCO pour les observations qu'ils ont présentées en ce qui concerne les domaines qui intéressent leurs organisations respectives.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant la suspension de séance, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur la situation suivante. En ce moment, deux membres du Conseil seulement se sont inscrits pour prendre la parole cet après-midi dans la discussion générale sur la Nouvelle-Guinée. Etant donné que le Conseil se réunira demain après-midi, à 14 heures 30, étant donné le temps que prennent les déclarations générales et enfin étant donné que nous entendrons demain après-midi la déclaration liminaire de l'Autorité administrante au sujet du Territoire du Samoa occidental, il est probable que nous devrons demain siéger jusqu'à 18 heures 30 et peut-être même 19 heures. Je voudrais donc prier les membres du Conseil qui n'ont pas encore pris la parole dans la discussion générale sur la Nouvelle-Guinée de voir s'ils pourraient s'inscrire pour parler dès cet après-midi, après la suspension de séance.

La séance, suspendue à 16 h. 5, est reprise à 16 h. 25.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a suivi avec attention la discussion du Conseil sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; nous avons écouté avec un soin particulier la déclaration liminaire du Représentant spécial et les réponses qu'il a fournies aux questions posées par les membres au sujet du progrès politique, économique, social et de l'enseignement dans le Territoire. Personnellement, je me suis vivement intéressé à ce débat, car je viens de passer deux ans dans l'Asie du Sud-Est et j'ai eu l'occasion de parcourir la région que nous discutons en ce moment.

Le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée s'étend sur une vaste superficie d'environ 93.000 milles carrés et renferme dans ses frontières des éléments extrêmement divers, à la fois au point de vue géographique, au point de vue du climat et au point de vue des populations. Tous ceux qui voyagent à travers cet énorme territoire restent constamment frappés par cet aspect et sont profondément conscients du fardeau qu'il constitue pour l'Autorité administrante. C'est seulement dans les régions côtières et dans des pays comme la péninsule de Gazelle, en Nouvelle-Bretagne, que l'on peut dire que le contact des habitants autochtones avec la civilisation occidentale dure depuis relativement longtemps.

A l'intérieur, notamment dans le district de Sepik et dans les hautes terres de la grande île de Nouvelle-Guinée, le contact n'a été établi que très récemment; dans certains cas, il remonte à un quart de siècle et, dans d'autres, il est plus récent encore.

Etant donné le caractère difficile et accidenté du terrain, étant donné la tâche extrêmement délicate que constitue la pénétration des régions éloignées, ma délégation tient à féliciter l'Administration pour les progrès qu'elle a accomplis, au cours de l'année que nous examinons, et qui ont abouti à placer sous l'influence de l'Administration 1.000 milles carrés d'une région qui était autrefois sous son influence partielle, à réduire de 600 milles carrés les régions réservées et à mettre sous le contrôle administratif complet une centaine de milles carrés qui étaient auparavant classés comme étant seulement sous l'influence de l'Administration. Si les progrès révélés par les chiffres que je viens de citer conservent le même rythme, le montant n'est pas très éloigné où l'œuvre de pénétration et de consolidation pourra être considérée comme tout à fait terminée.

Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a fait allusion - de même que le Représentant spécial dans sa déclaration liminaire - à des incidents, pour être plus précis, à des luttes entre tribus et à des attaques contre les patrouilles, ainsi qu'aux mesures prises par l'Administration pour ramener la paix dans les régions troublées. Ma délégation espère que les mesures de pacification s'avéreront efficaces et que l'arrestation des membres de tribus coupables de meurtres contribueront à inculquer aux habitants l'assurance que l'Autorité administrante désire établir l'ordre et la paix dans ces régions qu'elle veut conduire vers le progrès.

Ma délégation estime que les autorités gouvernementales ont pratiqué une sage politique en essayant de convaincre les délinquants et en les enrôlant ensuite pour qu'ils aident à persuader les membres de leurs tribus des bonnes intentions de l'Administration.

Dans le domaine du gouvernement local, nous notons que les conseils de gouvernement local commencent à fonctionner, entre autres, dans le district de Sepik; cette région a des ressources assez restreintes, quoique sa population soit relativement dense. Nous avons été vivement impressionnés par le fait que les populations de ces districts ont manifesté le désir d'établir et de faire fonctionner des conseils de gouvernement local, malgré de sérieux handicaps matériels. Ceci est de bon augure pour l'avenir. Pareil esprit, lorsqu'il existe dans des pays peu favorisés, mérite des louanges.

Ma délégation voudrait également féliciter l'Autorité administrante pour le progrès que constitue la création de quatre nouveaux conseils depuis le 1er juillet 1956. Ces conseils sont situés, non seulement dans la région de Sepik, mais également dans les districts de Madang, de la Nouvelle-Irlande et de Morobe; il y a là un fait montrant que la conception des conseils de gouvernement local se répand assez généralement dans les districts côtiers. Au fur et à mesure que les conseils existants se développent et qu'il s'en crée de nouveaux, l'exemple donné par les succès remportés par les conseils de gouvernement local existants devrait, comme la boule de neige qui grossit lorsqu'elle roule sur des terrains neigeux, pénétrer dans tout le Territoire. L'expérience acquise dans d'autres régions semble avoir été l'une des forces principales d'évolution dans le district de Sepik; de très nombreux ouvriers se déplacent régulièrement de ce district vers des régions économiquement plus favorisées, telles que la péninsule de Gazelle, afin de s'employer dans les plantations, etc.. Lorsque ces ouvriers retournent dans leurs foyers, ils disent aux autres habitants des villages ce qu'ils ont vu au cours de leurs voyages; il semble que c'est ainsi que le désir d'imiter les progrès réalisés par les habitants des autres régions est stimulé.

En ce qui concerne la fonction publique, ma délégation note avec satisfaction que la réorganisation progressive de tous les départements se poursuit. Je fais allusion, notamment, à la réforme de quatre départements supplémentaires et de trois divisions de départements, à la suppression du Département du Secrétaire de gouvernement et à la création, pour le remplacer, du Département des affaires civiles, et finalement, à l'établissement d'un nouveau Département des travaux publics.

Ce sont là des mesures qui doivent entraîner l'amélioration de la fonction publique. Ma délégation note également avec approbation l'intensification du système de recrutement pour la fonction publique et les dispositions prises pour un recrutement outre-mer plus large pour certains postes professionnels et techniques. Le résultat devrait pouvoir en être constaté au cours de la présente année. Ma délégation désire également dire sa satisfaction du développement des services de formation pour les études académiques permettant aux fonctionnaires d'améliorer leurs connaissances. Nous tenons à exprimer aussi notre approbation de la plus grande utilisation de l'Ecole australienne de la fonction publique, à Sydney, pour donner aux fonctionnaires du Territoire une meilleure compréhension de la nature spéciale de leurs fonctions et de leurs responsabilités de fonctionnaires travaillant dans une région dépendante, plutôt que de former simplement des fonctionnaires de patrouille, ce qui semble avoir été la principale fonction de cette Ecole dans le passé. Il est généralement reconnu que l'accent qui avait été mis sur la formation des fonctionnaires de patrouille - bien que peut-être nécessaire dans le passé - doit maintenant être complété par la formation plus large de fonctionnaires dont les tâches se dérouleront dans des régions déjà en plein développement.

Ma délégation attache une importance particulière à la formation des autochtones, à leur participation à l'administration et à leurs progrès vers des fonctions comportant toujours plus de responsabilités. A cet égard, nous voudrions recommander que l'Autorité administrante poursuive ses efforts pour renforcer et développer les services auxiliaires de la fonction publique. Nous constatons avec satisfaction, comme l'a dit le Représentant spécial, que les dispositions relatives à cette division auxiliaire sont entrées en vigueur en décembre 1956 et que 160 demandes d'admission environ à cette nouvelle division auxiliaire ont été présentées par des autochtones. Comme les programmes de formation du Département du Commissaire à la fonction publique ont commencé à fonctionner, nous espérons que les cours et les recherches de la technique nécessaire pour l'enseignement de l'anglais en tant que langue étrangère entraîneront une amélioration de la formation du personnel autochtone des services gouvernementaux.

Dans le domaine économique, ma délégation a relevé avec un intérêt particulier les statistiques qui ont été fournies par le rapport annuel et par le Représentant spécial pour illustrer l'augmentation de la participation autochtone à la production des cultures de rapport. Bien que cela se soit produit depuis un certain temps déjà dans les régions plus favorisées, des résultats peuvent maintenant être constatés aussi dans les régions moins favorisées et c'est dans celles-ci, en particulier, que les fonctionnaires agricoles de l'Autorité administrante semblent faire les plus grands efforts pour faciliter le développement des cultures de rapport. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire dans cette entreprise importante, nous sommes certains que les possibilités agricoles du Territoire sont sur le point de se développer de façon très satisfaisante.

Dans le domaine industriel, ma délégation a également constaté une augmentation des investissements des compagnies enregistrées localement et participant aux entreprises agricoles et commerciales. Il y avait 185 compagnies locales à la fin de l'année sous étude, ce qui représentait une augmentation de 20 par comparaison avec l'année précédente. En même temps, il y a eu une augmentation de 10 compagnies étrangères enregistrées dans le Territoire par rapport au chiffre de l'année précédente.

A cet égard, ma délégation constate que ces compagnies étrangères ne fournissent pas de statistiques montrant les intérêts, les bénéfices, les dividendes, etc., résultant des opérations qu'elles font dans le Territoire sous tutelle. En conséquence, nous aimerions que l'Administration demande à ces compagnies étrangères de fournir ces chiffres afin qu'ils puissent être introduits dans les statistiques figurant dans les rapports annuels.

Pour ce qui est des impôts, ma délégation espère que l'Administration, en continuant d'essayer d'élargir l'assiette de l'impôt, sera à même d'obtenir des résultats le plus rapidement possible. Nous sommes aussi convaincus que tous les habitants et toutes les sociétés du Territoire devraient contribuer, selon leurs moyens, aux dépenses de l'Administration sous forme d'impôts directs.

Bien qu'on sache que l'Autorité administrante juge encore nécessaire de maintenir, avec certaines modifications quant aux heures, les restrictions aux mouvements des habitants autochtones dans certaines villes, à des heures déterminées de la nuit, ma délégation espère que l'Autorité administrante continuera d'étudier la question et qu'elle sera à même de réduire encore ces restrictions dans un court délai.

Dans le domaine de la santé publique, ma délégation relève les efforts intensifs de l'Autorité administrante pour améliorer le niveau de la santé publique dans le Territoire. Alors que le problème auquel se heurte l'Administration à cet égard est considérable, nous sommes encouragés par la détermination manifeste de l'Administration d'améliorer les services médicaux, de développer sa campagne préventive contre diverses maladies, en particulier le paludisme et la tuberculose, de fournir de meilleurs services sanitaires et de former un personnel autochtone aux professions de médecins assistants, d'inspecteurs de la santé publique, d'infirmiers, d'employés d'hôpitaux, etc. Ce programme se développe avec un très grand succès, parfois au milieu d'énormes difficultés, et l'Autorité administrante mérite toutes nos félicitations pour les efforts qu'elle fait à cet égard dans tout le Territoire.

Dans le domaine de l'enseignement, un effort similaire est consenti pour élargir et améliorer l'enseignement en général dans le Territoire. En particulier, l'Autorité administrante s'est consacrée à augmenter le nombre des écoles de l'Administration, à recruter des instituteurs européens pour ces écoles et à former un nombre toujours plus grand d'instituteurs autochtones. Ma délégation relève également les observations du Représentant spécial au sujet du plan de l'Administration en vue de surmonter les hésitations de la population autochtone à l'égard de l'enseignement aux filles, particulièrement au delà du niveau de l'école de village. Nous espérons que ce plan s'avérera efficace et que l'enseignement des filles et des femmes se développera de plus en plus dans le Territoire.

En ce qui concerne le rôle joué par les missions dans l'enseignement, nous voyons avec satisfaction que l'Autorité administrante a établi un système révisé de subventions accordées aux missions pour assurer une plus grande concentration sur l'enseignement de l'anglais comme l'a recommandé le Comité créé par le Conseil consultatif de l'instruction publique. Ma délégation constate également que ce Conseil, qui a été créé par l'Administration pour fournir un moyen de consultation et de discussion sur les questions d'intérêt commun, y compris la politique générale de l'enseignement, comprend des représentants des missions. Etant donné le nombre croissant des Conseils de gouvernement local, nous pensons que l'Autorité administrante devrait envisager la désignation de membres autochtones qualifiés des comités de l'enseignement de ces Conseils de gouvernement local au Conseil consultatif et aux comités de district de l'enseignement. De cette façon,

MG/RA

T/PV.827
- 49/50 -

M. Feld (Etats-Unis d'Amérique)

les autochtones seront à même de participer à l'élaboration et à l'application de la politique en matière d'enseignement.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire dans le Territoire, ma délégation note avec satisfaction que la politique de l'Autorité administrante est de rendre l'enseignement secondaire et supérieur accessible à tous les étudiants qualifiés, tant dans le Territoire qu'en Australie et, en fin de compte, de créer dans le Territoire lui-même les moyens nécessaires à cet effet.

Nous relevons également la déclaration du Représentant spécial selon laquelle on crée peu à peu des cours d'enseignement secondaire en plus grand nombre en Nouvelle-Guinée, au fur et à mesure des besoins, et l'on donne des cours dans les écoles de Rabaul, où l'enseignement reçu permet d'obtenir le "Queensland Junior Certificate Examination". De plus, nous voyons que l'on a l'intention d'introduire des cours de ce genre à l'école de Keravat. Ceci mérite nos louanges et ma délégation désire exprimer l'espoir qu'un développement plus considérable de l'enseignement secondaire pourra être réalisé dans un avenir proche.

Nous notons avec intérêt la déclaration du Représentant spécial au sujet de la politique de l'Autorité administrante qui consiste à établir son plan de travail sur une base annuelle. Puisque ma délégation attache une grande importance au développement planifié, nous sommes heureux d'avoir entendu cette déclaration de l'Autorité administrante. Nous relevons aussi que dans des questions telles que le développement de l'influence et du contrôle de l'Administration, sur les 17.000 milles carrés du Territoire restant, l'Autorité administrante a fixé l'année 1959 comme date à laquelle cet objectif doit être atteint. Nous exprimons l'espoir que l'Autorité administrante pourra établir des plans similaires à des fins particulières dans d'autres domaines.

Enfin, avant de conclure mes remarques, je voudrais exprimer ma reconnaissance au Représentant spécial de l'Autorité administrante et au représentant de l'Australie pour l'exposé très complet qu'ils nous ont fait de la situation dans le Territoire sous tutelle. Ceci nous a beaucoup aidés à comprendre la situation dans ce Territoire.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Je dois tout d'abord prier le Président et les membres du Conseil qui m'ont précédé de m'excuser si certaines réflexions de ma délégation reprennent plus ou moins celles qui furent déjà exprimées. Que nous soyons arrivés aux mêmes conclusions traduit simplement le fait très naturel qu'un examen objectif d'une situation donnée doit, d'une certaine manière, entraîner la formation d'une opinion commune.

Je voudrais tout d'abord m'associer à ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni au sujet du rapport annuel présenté par l'Autorité administrante. Ma délégation aussi en a apprécié la clarté ainsi que le caractère complet et

détaillé. Les déclarations liminaires du Représentant spécial ont, d'autre part, fourni sur bien des points de précieux compléments d'information.

La Nouvelle-Guinée est le Territoire où la nature a accumulé le plus d'obstacles à la pénétration humaine. La fragmentation ethnique, politique et sociale qui en résulte est unique et les efforts patients entrepris par le Gouvernement australien pour pacifier le pays avec le minimum d'effusion de sang par un lent travail de pénétration et de propagande méritent d'être appréciés à leur juste valeur. La réduction des zones non soumises à son contrôle, la création pendant l'exercice sous revue de six nouveaux postes d'occupation territoriale, doivent être enregistrées avec une particulière satisfaction.

Dans les zones soumises depuis longtemps à son influence, l'Administration s'efforce de développer des structures politiques locales où les autochtones font l'apprentissage de l'autonomie et apprennent à s'administrer eux-mêmes. Ici aussi, ce qui caractérise la politique de la Puissance administrante est une marche prudente, sûre et ferme, tenant compte exactement des besoins et des aspirations des autochtones. Rien ne leur est imposé; c'est par la persuasion et l'éducation que l'on avance; chaque décision de créer une cellule de gouvernement local résulte du libre choix des intéressés et est précédée par une étude économique, établissant si la région en cause a atteint le stade de développement permettant d'asseoir sur des bases valides le fonctionnement des services publics que la jeune communauté devra gérer.

Il est encourageant de constater que quatre conseils nouveaux ont pu être constitués cette année et que, et ceci semble être un fait nouveau, trois de ces conseils sont localisés en Nouvelle-Guinée proprement dite, alors que les organisations similaires plus anciennes fonctionnent dans les îles adjacentes, principalement en Nouvelle-Bretagne. Ces trois nouveaux conseils - quatre, en y ajoutant celui qui est créé en Nouvelle-Irlande - pourront ainsi servir d'exemple aux habitants de l'île principale où se trouve concentrée la majorité de la population.

Les efforts de la Puissance administrante en vue d'étoffer les cadres administratifs si nécessaires à l'avancement du pays doivent aussi être reconnus. Le fait que 145 fonctionnaires supplémentaires ont été mis à l'oeuvre pendant l'année sera certainement de nature à accélérer la marche du progrès.

En ce qui concerne l'organisation judiciaire, nous avons reçu une réponse de l'Autorité administrante au vœu exprimé l'an dernier, par lequel le Conseil recommandait de reconnaître les tribunaux autochtones et de leur octroyer compétence légale dans les régions plus avancées où les conditions le permettent. La Puissance administrante estime que le système actuel des tribunaux itinérants, présidés par un fonctionnaire spécialisé du service des affaires autochtones donne le plus de garanties aux justiciables. Je ne désire en aucune manière contester cette opinion qui me semble en effet fondée à bien des points de vue, mais elle ne me paraît pas répondre entièrement au problème envisagé par le Conseil à la suite de certaines remarques consignées dans le rapport de la dernière Mission de visite. En fait, les autorités autochtones traditionnelles jouent déjà actuellement le rôle d'arbitre pour le règlement de litiges locaux, principalement sans doute de litiges civils n'impliquant pas l'application de pénalités. Ils sont encouragés à jouer ce rôle, nous a dit le Représentant spécial. Dès lors, une évolution normale semble postuler que cette compétence juridictionnelle effective ne soit pas indéfiniment ignorée mais intégrée dans la structure judiciaire, progressivement et sous certaines conditions, telles que la rédaction de jugements écrits et le respect de certaines règles de procédure simple.

Le tableau de la situation économique présente de nombreux aspects encourageants, malgré la répercussion de la baisse des cours de nombreux produits exportés. La balance commerciale me paraît très favorable - 10.280.000 livres aux importations, 9.885.000 livres aux exportations - si l'on tient compte du fait que les travaux d'infrastructure réalisés en particulier par l'Administration provoquent une importation massive de biens d'équipement.

Ma délégation désire avant tout reconnaître toute la valeur des efforts accomplis par l'Autorité administrante en vue de promouvoir l'agriculture autochtone sur base d'études scientifiques solides destinées tant à introduire de nouvelles et meilleures variétés utiles qu'à améliorer les techniques traditionnelles des autochtones. Les méthodes de propagande exposées dans le rapport annuel sont excellentes et méritent les félicitations du Conseil.

LC/Dg

T/PV.827
- 54/55 -

M. Claeys Boulaert (Belgique)

L'accroissement des effectifs de la Division of Agricultural Extension doit être souligné et je souhaite que l'Autorité administrante poursuive activement ses efforts en vue de la formation d'assistants agricoles autochtones. Il reste encore beaucoup à faire, surtout quand on constate la part prépondérante qu'occupent dans le tableau des importations des produits tels que les céréales et la viande, mais il n'est pas douteux que le Territoire soit sur la bonne voie.

Je souhaiterais, pour ma part, que l'élevage du petit bétail continue à retenir toute l'attention de l'Autorité administrante. Dans des régions de haute altitude, cette forme d'élevage - celle du porc, par exemple - peut jouer un grand rôle dans l'amélioration du régime alimentaire de populations dont la diète traditionnelle semble caractérisée par le déficit de protéines et de matières grasses.

L'introduction, à titre d'essai, d'animaux de bât dans les villages indigènes est une initiative extrêmement intéressante qui sera, je l'espère, poursuivie avec persévérance et dont on doit féliciter l'Autorité administrante.

Ma délégation désire encore reconnaître tous les efforts, tous les soins consacrés par l'Autorité administrante à la conservation des forêts et les mesures prises en vue d'éviter la dilapidation du capital forestier du pays. Les débuts d'une sylviculture rationnelle sont difficiles et lents. Les expériences doivent se faire sur des arbres dont la croissance est lente. Celles faites à Bulolo et ailleurs, de même que les essais de reboisement des montagnes dénudées et exposées aux feux de brousse méritent tous les éloges.

La part croissante que prennent les autochtones à l'exploitation des placers aurifères, grâce à l'assistance technique que leur donne l'Administration, doit aussi être mentionnée. Cette participation a plus que quadruplé en un an et c'est là un résultat remarquable. Un nombre déjà considérable d'autochtones trouvent ainsi un moyen d'acquérir des ressources monétaires et de s'intégrer progressivement dans le mouvement économique.

Dans le domaine de la santé publique, il y a lieu d'enregistrer la réalisation du programme de construction d'hôpitaux et la part très généreuse du budget consacrée à l'hygiène publique.

L'instruction publique progresse suivant un programme que ma délégation estime très judicieux et qui est exposé en détail dans le rapport de la Puissance administrante. Ce programme est conforme aux besoins des populations et au rythme de leur évolution dans les autres domaines. Je tiens à noter, une fois de plus, que la collaboration de l'Administration et des missions assure une extension plus rapide et plus souple de l'éducation et l'utilisation d'un remarquable potentiel bénévole au service du progrès des autochtones.

Je conclurai en remarquant qu'une des caractéristiques de toute l'oeuvre réalisée en Nouvelle-Guinée est le fait que l'Autorité administrante prend sur

elle plus des deux tiers des dépenses. Les subsides qu'elle alloue à la Nouvelle-Guinée sont passés, en un an, de 4.400.000 livres à 4.900.000 livres. Il y a lieu de reconnaître cette générosité et d'en féliciter l'Autorité administrante. J'espère néanmoins que les recommandations formulées l'an dernier au sujet de l'introduction d'un système d'impôts directs retiendront davantage l'attention. Un impôt de ce genre peut avoir pour effet, non seulement d'accroître la part du Territoire dans les recettes du budget, mais encore d'agir comme stimulant économique et comme élément de prise de conscience politique.

Je termine en m'associant aux hommages et aux félicitations adressés au Représentant spécial. Il a été, comme d'habitude, excellent, et sa contribution à nos débats nous a été précieuse.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : En Nouvelle-Guinée, bien plus que dans d'autres Territoires sous tutelle, il s'agit, avant tout, de combler le fossé entre les conditions primitives dans lesquelles vit la population autochtone et le niveau auquel le Conseil estime que cette population doit aspirer. C'est le problème le plus important auquel fait face l'Autorité administrante. Le rapport annuel qui nous a été soumis a permis à ma délégation de mieux comprendre les progrès qui ont été réalisés dans la façon d'aborder ce problème. L'Autorité administrante, dans ses efforts patients et inlassables, a su acquérir la confiance de ces populations vigoureuses, mais primitives et isolées. Les pages du rapport annuel ont été illustrées pour nous - avec son habileté coutumière - par M. Jones qui, à force de fréquenter le Conseil, a su acquérir un sixième sens qui lui permet de prévoir les désirs des membres du Conseil.

La Mission de visite de l'année dernière, dans son rapport, a noté, comme l'Autorité administrante, que les habitants, chaque fois qu'ils étaient au contact de l'Administration et de ses services, réagissaient aux encouragements et aux stimulants donnés par les agents de cette administration et se montraient très désireux de mettre à profit toutes les possibilités et tous les conseils techniques qui leur étaient offerts, de participer à la vie économique du Territoire, de fréquenter les écoles de l'Administration et celles des missions, et d'accepter les services de santé à tous les échelons.

Le fait que les habitants de la Nouvelle-Guinée n'aient pas entièrement et spontanément compris ce vingtième siècle dans lequel ils doivent venir occuper leur place, n'a créé aucune inquiétude dans l'esprit de ma délégation. Nous nous souvenons de l'opinion de la Mission de visite de 1953, fondée sur l'examen approfondi auquel elle s'était livrée sur place, et selon laquelle certaines des discussions qui avaient eu lieu au sein du Conseil sur la question du progrès politique de la population avaient été prématurées. En même temps, cette Mission de visite, interprétant - de façon exacte, nous semble-t-il - l'opinion des membres du Conseil, avait estimé que le rythme du progrès politique pouvait et devait être accéléré. Mais la Mission avait jugé non réaliste toute hypothèse selon laquelle la structure tribale actuelle pouvait être sensiblement modifiée dans un proche avenir; aucune organisation politique à l'échelle du Territoire ne pouvait être prévue ou imaginée à ce stade.

A son tour, la Mission de visite de 1956 a signalé les conditions complexes qui continuent de s'opposer à la création de grandes unités politiques. Ses conclusions viennent confirmer la sagesse de la politique suivie par l'Autorité administrante qui établit un réseau solide d'organisations d'administration locale.

Nous sommes donc heureux d'apprendre qu'à la suite des travaux préparatoires accomplis ces dernières années dans les différents districts, quatre nouveaux conseils d'administration locale ont été créés, tandis qu'un certain nombre de conseils existants - et je crois que c'est là un aspect important de l'organisation des conseils d'administration locale - ont étendu leurs limites et englobent maintenant de nouveaux villages. Le nombre des habitants qui participent au fonctionnement de ces organisations démocratiques a donc presque doublé pendant l'année que nous examinons, ce qui mérite d'être relevé par le Conseil.

L'Administration, comme on pouvait s'y attendre, recherche les moyens d'étendre le système d'administration locale et de le porter dans de nouvelles régions. Nous reconnaissons le bien-fondé de l'argument selon lequel les organes d'administration locale doivent pouvoir assumer leurs fonctions et les étayer grâce à des fonds trouvés localement au moyen de l'impôt. Par conséquent,

avant qu'un conseil puisse être créé, le nombre des contribuables de la région doit être suffisant pour alimenter un budget approprié. Il nous semble donc qu'aussi longtemps qu'on ne sera pas parvenu à cette situation dans les régions où il n'existe pas encore de conseil, la tâche principale de l'Administration doit consister à trouver le moyen de capter le sens civique de la population et de le diriger dans une voie qui la préparera à faire face aux responsabilités relativement lourdes des conseils d'administration locale.

M. Thorp (Nouvelle-Zélande)

Le Représentant spécial a expliqué avec soin que la région à laquelle s'étendaient jusqu'à présent ces conseils, par rapport à la superficie totale de la Nouvelle-Guinée, n'est pas très grande. La cadence à laquelle le système de gouvernement local s'étendra dans le Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée ne peut être évaluée d'ores et déjà, mais les porte-parole de l'opinion autochtone dans les conseils déjà existants auront des responsabilités les plus étendues possibles, et cela se dégage nettement des précisions qui ont déjà été communiquées aux conseils eux-mêmes. On a prévu la fusion de ces conseils de gouvernement local en groupes plus importants, dits conseils de régions.

L'année dernière, on a consacré une attention particulière à une déclaration contenue dans le rapport de la Mission de visite où il était dit que l'Autorité administrante avait créé un enthousiasme et une bonne volonté considérables qui se dissiperaient si le progrès du Territoire n'allait pas de pair avec cet enthousiasme de la population.

A propos de ces discussions, je crois qu'il y a eu une tendance à interpréter le point de vue de la Mission de visite dans le sens du développement politique. En fait, ce qui a frappé ma délégation à cette session, c'est l'indication que l'on nous a donnée de l'accroissement d'activité de ces douze derniers mois dans tous les domaines de l'Administration, mais surtout dans celui du développement économique. Il est à peu près évident que l'énergie et l'enthousiasme dont a parlé la Mission de visite peuvent être utilisés avec le maximum d'efficacité en Nouvelle-Guinée, à l'étape actuelle du développement de ce Territoire, dans ce domaine plutôt que dans un domaine rigoureusement politique.

Parmi les activités qui méritent une mention spéciale, je ne citerai que quelques-unes. J'ai déjà parlé des additions importantes apportées au champ d'action des conseils de gouvernement local; en passant, je tiens à relever la valeur des prêts très généreux qui ont été accordés et qui atteignent parfois des sommes d'une dizaine de milliers de livres; ces prêts sont accordés aux conseils de gouvernement local pour le développement économique du Territoire.

Dans le domaine administratif, le développement de la branche auxiliaire de la fonction publique a élargi les horizons de beaucoup d'hommes animés d'un esprit d'entreprise, dont les qualifications professionnelles sont nécessairement limitées, mais dont la formation pratique et les talents naturels leur permettent de contribuer au développement plus rapide des services du gouvernement dans leur propre territoire. De nombreux postes sont encore à pourvoir par la nomination

de candidats venus d'outre-mer, mais cependant l'Administration s'efforce de recruter du personnel. Il y aura là un gain qui se fera sentir sous peu. Ma délégation comprend du reste parfaitement l'attitude de l'Autorité administrante en ce qui concerne la participation des agents autochtones à l'action du gouvernement. Nous avons affaire ici à des doctrines politiques, et il y a naturellement des divergences d'opinions. Dans les circonstances actuelles, ma délégation ne croit pas qu'il soit utile que le Conseil fasse de nouvelles recommandations à l'Autorité administrante.

C'est dans le domaine économique que les autochtones, à mesure qu'ils s'émancipent des limites tribales qui ont canalisé leurs énergies les plus constructives afin de lutter pour leur vie contre les obstacles physiques et les ennemis humains, trouveront à s'exprimer le plus facilement.

Nous avons donc noté avec intérêt et approuvé vivement les mesures prises par l'Autorité administrante pour satisfaire leurs besoins croissants. Dans les principaux domaines de la production agricole, les services de l'Administration assurent le matériel et les ressources financières nécessaires pour les plantations et l'équipement dont les autochtones ont besoin pour démarrer. Grâce aux coopératives, et à un degré moindre, grâce aux sociétés de progrès rural, l'Administration a continué à encourager la diffusion des techniques agricoles qui conviennent aux conditions locales. Nous avons noté avec un intérêt particulier l'établissement des services de vulgarisation agricole, qui sont le point de départ de tout développement de l'agriculture, qu'il s'agisse d'économie développée ou d'économie sous-développée.

Il est permis d'être optimiste en ce qui concerne les perspectives économiques, si l'on lit le rapport annuel et si l'on se réfère aux déclarations du Représentant spécial. Pour mémoire, je cite l'augmentation de 21 pour 100 des dépenses pour l'agriculture, en 1955-56.

Nous attendons avec confiance la participation sans cesse accrue de la population autochtone à la production agricole du Territoire.

Les chiffres que nous a donnés le Représentant spécial pour les nouvelles cultures, ces derniers mois, indiquent que l'on peut s'attendre, sous peu, à une augmentation considérable de la production agricole. Il y a des innovations dans les pratiques administratives qui, ainsi qu'un certain nombre de membres de ce Conseil qui sont particulièrement bien qualifiés pour en juger, l'ont signalé

pendant la période des questions, ajouteront aux connaissances communes et permettront d'améliorer le sort des populations dépendantes.

Une administration qui fait preuve continuellement de cette attitude constructive et pleine d'imagination ne risque nullement, à notre avis, de perdre de vue ses responsabilités à l'égard de la population placée sous sa tutelle.

Le désir de l'Autorité administrante d'exploiter au maximum les ressources actuelles du Territoire trouve son expression, par exemple, dans l'augmentation constante de l'utilisation des ressources forestières. Nous notons également avec satisfaction le travail qui se fait en ce qui concerne les pêches maritimes et les pêches en eau douce et les recherches poursuivies dans ce domaine. Je suis sûr que tous les membres du Conseil attendront avec impatience l'aboutissement du relevé géologique général du Territoire poursuivi avec l'aide du Bureau de ressources minérales du Commonwealth australien (ACBMR). A cet égard, nous notons l'intérêt croissant de la population autochtone à l'égard de l'extraction de l'or alluvionnaire et les mesures que l'Autorité administrante a prises pour améliorer les conseils techniques et protéger les intérêts de la population dans la tâche technique complexe qui consiste à établir de façon certaine les concessions de terrains aurifères.

Le Conseil a tenu compte des destructions infligées il y a un peu plus de dix ans par les combats importants qui ont eu lieu en Nouvelle-Guinée, lorsqu'il s'est occupé des questions concernant la santé publique. Les chiffres des dépenses pour les services de santé et de construction, fournis par le Représentant spécial, montrent qu'un effort acharné a été fait pour compenser les déficiences, et nous sommes certains que l'Autorité administrante a l'intention d'arriver aux buts recherchés dans le délai de dix ans que les autorités médicales ont elles-mêmes indiqué. Parmi les problèmes essentiels concernant la santé, nous notons que le paludisme reste le principal danger, tant du point de vue de la santé que du point de vue du développement économique. Les efforts faits pour lutter contre cette maladie et la faire disparaître se poursuivront en toute priorité, nous en avons pris note.

Je crois qu'il est important de nous rappeler de temps en temps que lorsque l'Administration a été introduite en Nouvelle-Guinée, après la guerre, il n'y avait guère eu de possibilités d'enseignement offertes à la population pendant très

longtemps; les élèves d'avant guerre avaient été dispersés, et avaient perdu leurs meilleures possibilités d'avancement et de progrès. Un enfant qui avait six ans en 1946 a maintenant, en 1957, dix-sept ans. Il n'est donc pas surprenant pour nous de constater que, cette année, il y a eu une augmentation du nombre des élèves qui désirent faire partie du projet dit des "medical cadet scheme", des stagiaires médicaux. Des chiffres encourageants ont été donnés par le Représentant spécial concernant les cours d'infirmières et d'art dentaire donnés à Suva, dans l'île Fidji. Les mêmes considérations ont régi les facilités données pour l'enseignement d'un certain nombre d'élèves qui ont pu aller poursuivre leurs études secondaires en Australie. Cela explique sans aucun doute pourquoi le Représentant spécial a dû dire au Conseil que, jusqu'à maintenant, aucun autochtone n'avait pu remplir les conditions requises pour entrer dans une université australienne.

Comme ce sont les limitations sociales et culturelles touchant la population de la Nouvelle-Guinée qui doivent être supprimées les premières, nous nous sommes particulièrement intéressés à l'oeuvre accomplie dans le domaine social au cours de la période étudiée. Sous le titre "Condition de la femme", le Représentant spécial a souligné les mesures qui ont été prises pour améliorer le sort des femmes sans pourtant provoquer de conflits en raison des coutumes autochtones. Il nous a parlé également des tentatives faites pour convaincre la population masculine du bien-fondé du point de vue défendu, en ce qui concerne les droits de la femme, par l'Autorité administrante, appuyée à cet égard par le Conseil de tutelle.

D'autre part, des plans sont établis pour surmonter les hésitations dont font preuve les parents à faire bénéficier les filles d'une instruction égale à celle qui est donnée aux garçons.

Le champ ouvert en Nouvelle-Guinée à l'instruction des adultes nous semble illimité. Les classes du soir pour adultes qui ont été organisées dans certains districts et qui recourent à des moyens tels que le film et d'autres méthodes modernes destinées à susciter l'intérêt des personnes suivant ces cours, nous semblent marquer un progrès dans la bonne direction, et nous serions heureux de recevoir d'autres renseignements au sujet de cet aspect du développement social.

Je ne voudrais pas terminer cette déclaration sur la situation en Nouvelle-Guinée sans relever l'assistance financière directe et étendue que prête l'Autorité administrante pour assurer le développement de ce Territoire. Les subventions du Gouvernement fédéral australien atteignent 14 millions de dollars par année, et tout permet de croire que cette tendance se poursuivra. Si, par exemple, les efforts accomplis en vue d'améliorer les divers secteurs de la fonction publique sont couronnés de succès, on enregistrera une augmentation très substantielle.

En ce qui concerne le point soulevé par le représentant de la Belgique au sujet de l'imposition, nous pensons ne pas pouvoir douter que si un système plus efficace pouvait être mis en vigueur, l'Administration s'y rallierait.

La Mission de visite de 1956 s'est préoccupée des observations presque inquiétantes qui s'élèvent en Nouvelle Guinée au sujet des progrès qui devraient être accomplis et des modifications pratiques qui devraient intervenir. Le Conseil de tutelle sait - alors que les autochtones ne le savent peut-être pas - que les miracles, dans le domaine du progrès matériel, ne peuvent

naître que d'un labeur acharné pendant une période qui peut paraître longue aux impatients. En présentant des commentaires sur la situation dans le Territoire, ma délégation a voulu éviter de faire des observations trop optimistes, non pas parce que nous ne reconnaissons pas la valeur et l'importance des progrès relativement rapides qui se réalisent dans le Territoire - si on les compare à ceux d'autres régions du monde - mais surtout pour ne pas provoquer des espoirs fallacieux parmi les dirigeants de l'opinion publique du Territoire, qui se tournent de plus en plus vers la communauté mondiale, et en particulier vers le Conseil de tutelle, pour y chercher des directives.

Puis-je, en terminant, exprimer l'espoir que ma déclaration pourra être de quelque utilité à l'Autorité administrante, et remercier le représentant spécial et le représentant de l'Australie pour l'aide qu'ils nous ont apportée dans notre étude.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil se réunira demain à 14 h. 30. Les comités de rédaction pour Nauru et pour le Tanganyika se réuniront demain à 10 h. 30.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir si nous aurons deux séances lundi.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Oui.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois savoir que six orateurs sont encore inscrits dans la discussion générale et je doute que, dans ces conditions, nous puissions en terminer en une seule séance. Je voudrais par conséquent suggérer qu'au lieu d'avoir une séance lundi matin nous en ayons une demain matin. J'ai cru comprendre que le représentant de la Nouvelle-Zélande ferait, demain après-midi, sa déclaration liminaire sur le Samoa occidental. Nous aurons ainsi suffisamment de temps pour préparer les questions que nous pourrions poser lundi après-midi. Je n'ai pas l'intention de bouleverser le programme prévu, mais je tenais à faire cette suggestion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'étant donné l'emploi du temps des divers membres du Conseil et la réunion de plusieurs comités de rédaction, il est préférable de n'avoir qu'une séance du Conseil demain. Bien entendu, nous entendrons demain après-midi la déclaration liminaire présentée au nom de l'Autorité administrante du Samoa occidental, ce qui permettra aux membres du Conseil de préparer les questions qu'ils désirent poser lors de l'examen de la situation dans ce Territoire.

Je pense donc qu'il est préférable de s'en tenir au programme prévu, c'est-à-dire de n'avoir qu'une réunion demain et deux lundi.

La séance est levée à 17 h. 15.